Pr David Betz : la crise de légitimité de l’ Occident et le chemin vers la guerre civile

Davis Betz est professeur de guerre dans le monde moderne au King's College de Londres. Le professeur Betz explique comment l’Occident accélère sa marche vers la guerre civile. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à toutes et à tous pour la suite de notre émission. Nous recevons aujourd’hui David Betts, professeur d’études sur la guerre au King’s College de Londres. Ses recherches portent notamment sur les affaires militaires, les guerres civiles, les insurrections et la guerre de l’information. Merci d’ être à nouveau avec nous.

#David Betz

Oui, avec plaisir. Je suis ravi d’être ici.

#Glenn

Vous avez donc étudié les guerres civiles et les raisons pour lesquelles elles éclatent. Mais comme nous en avons discuté lors d’un précédent entretien, le risque de voir une guerre civile éclater aussi en Occident est de plus en plus grand. Et il semble qu’il y ait eu, à cet égard, des évolutions préoccupantes au cours de l’année écoulée. Mais je voudrais commencer par une question plus générale, sur vos recherches concernant les raisons pour lesquelles les guerres civiles se déclenchent. Quels sont les facteurs de causalité que vous examinez ? Quels sont les signaux d’ alerte ?

#David Betz

Eh bien, vous savez, ces derniers temps, mes écrits sur les guerres civiles m’ont valu beaucoup d’ attention, mais je fais aussi d’autres choses. Cela dit, mon argument de fond, c’est que la principale menace pour la sécurité et la prospérité de l’Occident ne vient pas de l’extérieur. Elle vient de l’ intérieur. Et c’est la thèse que je défends dans mes travaux sur les guerres civiles à venir. Et je

pense que les éléments qui l'étayent se sont encore renforcés depuis notre dernière discussion. J'ai le sentiment que nous ne faisons pas face aujourd'hui à une seule crise, mais à une convergence de crises, ou à une polycrise, comme l'a formulé l'auteur Adam Tooze. Une sorte de tempête parfaite, pour le dire simplement, où les conditions structurelles propices à la guerre — à un conflit interne de grande ampleur — ont été aggravées par des choix stratégiques qui nous nuisent, sur plusieurs fronts à la fois.

Je donnerai d'autres exemples, mais si je devais pointer un élément en particulier, je dirais qu'au cœur du problème, il y a une élite ouvertement post-nationale. Ce sont des gens qui sont avant tout attachés les uns aux autres, plutôt qu'aux populations qu'ils sont censés gouverner. Ce sont des gens qui considèrent que parler d'intérêt national est moralement suspect, qui voient dans les changements démographiques un bien sans réserve, et qui ont systématiquement fermé les voies politiques habituelles à ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. En Grande-Bretagne, le cas que je connais le mieux puisque j'y vis, le vote sur le Brexit a vraiment cristallisé les choses. Et c'est parce qu'il ne s'agissait pas d'économie. Il s'agissait de cette question fondamentale : qui gouverne ce pays ?

Est-ce le peuple, ou est-ce le cartel post-national des gens de nulle part ? Eh bien, il s'avère que c' est ce dernier. Les faits sont absolument clairs. Quand il y a un désaccord entre l'élite et la rue, c'est l'élite qui gagne à tous les coups. Et si ça ne plaît pas à la rue, si ça ne plaît pas au peuple, alors on remplace tout simplement le peuple par un autre, plus docile. C'est aussi simple et aussi ouvertement assumé que ça. Et si je devais désigner une seule cause, ce serait celle-là. On est face à un décalage classique entre les attentes et la réalité. De larges pans des populations majoritaires autrefois dominantes en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et, d'ailleurs, aux États-Unis, ne croient plus pouvoir améliorer leur sort par des moyens politiques pacifiques.

Quand cette conviction s'installe, les travaux sur les guerres civiles sont assez clairs sur ce qui s' ensuit. Ces conditions sont largement réunies. Donc, vous savez, si je devais retenir le facteur le plus fondamental, ce serait l'effondrement de cette conviction, jusque-là largement partagée, selon laquelle le jeu politique normal peut résoudre les problèmes d'action collective. Et cela, à un moment où ces problèmes ont tellement proliféré et pris une telle ampleur que les gens les considèrent comme une menace pour l'existence même de leur nation. Ils attendent de leurs gouvernements nationaux qu'ils agissent, et se rendent compte que le problème de fond, ce sont justement leurs gouvernements nationaux.

#Glenn

Si on prend un peu de recul pour revenir sur cette idée de « tempête parfaite », je vois beaucoup de facteurs à l'œuvre. On a l'impression qu'au sein de l'État démocratique libéral, le libéralisme s'est coupé de l'État-nation, qui constituait en quelque sorte le point d'équilibre entre les idées conservatrices et libérales. Comme vous l'avez dit, les élites politiques ont déjà largement pris leurs distances avec la population. Les problèmes économiques auxquels on assiste alimentent des

problèmes sociaux, qui provoquent ensuite une crise de légitimité politique et un effondrement de la confiance dans les institutions. Comment décririez-vous cette « tempête parfaite », pour reprendre vos termes ?

#David Betz

Oui. Donc, la rupture intérieure que je prédis ne se produit pas dans un climat par ailleurs apaisé. Bien au contraire. Sur le plan extérieur aussi, la situation est désastreuse, et il faut le reconnaître. Pour vous et moi, qui sommes respectivement en Grande-Bretagne et en Norvège, mais tous deux en Europe occidentale, c'est stupéfiant, mais il faut se rendre à l'évidence : l'alliance atlantique est en train de se disloquer. Avant même la guerre en Ukraine, l'OTAN était déjà plus morte que vive. C' était comme l'Empereur dans Warhammer 40,000, maintenu en vie sur son Trône d'or. Mais maintenant, elle n'existe tout simplement plus. Le repli américain sur l'hémisphère occidental est parfaitement rationnel du point de vue de Washington. La réaction de l'Europe a été pusillanime, et je pense que c'est probablement le mot qui la décrit le mieux. Les dirigeants européens sont ouvertement tournés en ridicule sur la scène mondiale, et c'est justifié, parce que ce sont des gens ridicules.

Ils manquent totalement de sérieux et sont d'une incompétence crasse. Von der Leyen, Kallas, et l' abruti qu'elle a remplacé, celui du « l'Europe est un jardin, le monde est une jungle ». Ces gens ne sont pas sérieux, mais ils sont aussi d'une arrogance insupportable, et le monde en a assez d'eux. Toutes leurs prétentions progressistes sont, dans les faits, en train de s'effondrer. Le prétendu jardin de l'Union européenne s'avère avoir constamment besoin de main-d'œuvre et de protection venues de l'extérieur, sans être capable d'assurer lui-même ni l'une ni l'autre. La conséquence, c'est une zombification de l'architecture de sécurité de l'après-mille-neuf-cent-quarante-cinq : l'OTAN et l' Union européenne subsistent en tant que structures institutionnelles, mais la crédibilité stratégique qui les soutenait autrefois est épuisée. En fait, je trouve ces deux institutions assez soviétiques, plutôt dans le genre de l'Union soviétique en fin de course. Elles continuent d'exister, en quelque sorte, sur leur lancée. Plus personne n'y croit vraiment.

#David Betz

La Grande-Bretagne, vous savez, pour prendre un exemple, est sans doute la première puissance navale d'Europe. Mais aujourd'hui, sa marine ne peut être décrite que comme étant dans un état lamentable. Elle est, pour ainsi dire, hors d'état de fonctionner. L'Allemagne, sans doute la première puissance terrestre d'Europe, a une armée dans un état tout aussi lamentable. La France, il y a à peine deux semaines, n'arrivait pas à maintenir l'ordre dans ses propres rues, alors ailleurs, n'en parlons même pas. Donc, ce qu'on a là, c'est un château de cartes. Et c'est dans la guerre en Ukraine que cette réalité apparaît le plus clairement. C'est la guerre la plus stupide que l'Occident ait menée depuis mille neuf cent quarante-cinq. Elle était inutile, irresponsable et mal gérée dès le départ.

La Grande-Bretagne et les États-Unis, avec d'autres pays, ont fourni des armes. Ils ont multiplié les discours, sans pouvoir changer le rapport de force militaire en l'absence d'une intervention directe dont ils n'étaient pas prêts, et ne sont toujours pas prêts, à prendre le risque. Dans le même temps, ils ont accéléré la dédollarisation de l'économie mondiale à un rythme que personne n'aurait cru possible il y a cinq ans. À cela s'ajoutent les chocs sur les prix de l'énergie, qui ont fragilisé les économies occidentales. Parmi les victimes, il n'y a pas seulement les soldats ukrainiens et russes, mais aussi toute une génération de crédibilité stratégique occidentale, qui a été réduite en miettes.

Et il faut dire aussi que les pertes ont été largement exagérées du côté russe et largement sous-estimées du côté ukrainien. Le fait est tout simple : si vous vous contentez d'écouter les médias traditionnels qui ressassent les discours des responsables politiques occidentaux, alors on vous a menti sur les causes de cette guerre, sur son déroulement et sur son issue inévitable, de plus en plus évidente. D'ailleurs, les commentaires des experts, en particulier ceux qui viennent des grands centres de réflexion, ont eux aussi été… Je ne sais pas comment le dire autrement. Je pense donc que la défaite, lorsqu'elle sera enfin reconnue, ne sera pas un revers local.

Cela va confirmer à tous les acteurs, en Occident comme ailleurs, que les institutions et les alliances qui limitaient autrefois les conflits ne fonctionnent plus. Et les dommages causés à la crédibilité stratégique de l'Occident, qui sont déjà graves, vont encore considérablement s'aggraver. Toute cette défaite — cette défaite inutile et irresponsable — vient s'ajouter à une précarité financière et économique qui était déjà aiguë avant le début de la guerre, qui dure depuis le Covid et, en réalité, depuis deux mille huit. L'Occident est arrivé au bout d'un modèle marqué par la consommation financée à crédit, la désindustrialisation, les flambées des prix de l'énergie et l'érosion progressive du pacte social.

Tout cela a creusé un fossé entre les attentes et la réalité que ni le pain ni les jeux ne peuvent désormais combler. Il y a encore une chose à ajouter, je crois, à propos de la crise énergétique. Comme la défaite stratégique à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés, la crise énergétique n' a rien d'une fatalité. Ce n'était pas un accident. C'est le produit d'une politique énergétique et industrielle idiote : la réduction délibérée de la production d'électricité de base au nom d'objectifs climatiques que le reste du monde ne poursuit pas, parce qu'il les juge bidon. À cela s'est ajoutée une guerre stupide contre l'Iran, encore une guerre stupide qui a perturbé davantage les chaînes d' approvisionnement dont dépendent l'Europe et d'autres pays. Le résultat ?

Vous pouvez le constater dans les rayons de votre propre supermarché. Les prix augmentent pour les produits de première nécessité qui garantissent la paix sociale, pour l'énergie, pour le logement, pour les transports… Tout augmente. Quand ces coûts augmentent et que, dans le même temps, le système politique est perçu comme fermé à la population — et même comme méprisant envers ceux qui paient ces coûts —, alors, de toute évidence, les conditions propices à la révolte se trouvent amplifiées. Pardon, j'avais dit que c'était le dernier point. Il y a encore une chose que j'aimerais ajouter : la crise migratoire en provenance du Sud, qui continue de se propager comme un cancer, qui traverse tout cela et qui, en réalité, l'accélère. Ceuta, cet été, n'en est que la démonstration la

plus récente et, je crois, la plus littérale. Vous vous souvenez que, fin juillet, des dizaines de milliers de personnes ont franchi la frontière en l'espace de quelques jours.

Selon certaines sources, leur nombre aurait approché, voire dépassé les quatre-vingt mille en trois jours, dans une ville qui comptait à peu près autant d'habitants. Des centaines de personnes sont mortes, et des milliers d'entre elles sont toujours sur place. Et le problème, c'est qu'il ne s'agit pas simplement d'une défaillance isolée dans la gestion des frontières. Nulle part aux frontières de l' Europe, les contrôles ne sont correctement gérés. Je pense donc que c'était un signe avant-coureur : un mouvement de masse qui a manifestement exploité le décalage entre le discours juridique sur la manière dont nous gérons nos frontières et les moyens matériels dont nous disposons pour le faire. Un décalage entre le discours des élites, qui déclarent que l'immigration est une sorte d'impératif moral, et la réalité concrète de sociétés européennes déjà divisées en factions, où la confiance est faible et qui subissent en même temps des tensions économiques. C'est ce que j'entends par une conjonction de tous les facteurs de crise.

Ce sont de multiples facteurs imbriqués — économiques, sociaux, politiques, stratégiques, militaires — qui poussent tous dans la même direction. De plus, quand on essaie de résoudre l'un de ces problèmes, on en aggrave un autre. Il n'y a donc pas de solution évidente. L'élite post-nationale refuse désormais de considérer le contrôle du territoire comme une fonction fondamentale de l'État. Et cela a fait de l'immigration, en quelque sorte, un dissolvant du capital social, qui est avant tout une caractéristique d'une économie qui fonctionne bien. Ces facteurs d'effondrement ne font donc pas que coexister. Ils se renforcent tous mutuellement. Les divisions internes et la déconnexion des élites affaiblissent la capacité à mener une action extérieure cohérente face à des puissances étrangères de plus en plus agressives, qui estiment avoir des raisons parfaitement logiques de rendre la pareille.

#Glenn

Mais comment expliquez-vous que tout cela soit allé si vite ? Parce qu'en mille neuf cent quatre-vingt-douze, la guerre froide était terminée. Le degré de confiance était remarquable. Dans l'Occident politique, nous nous voyions comme des maîtres en matière de civilisation. Nous avions en quelque sorte résolu l'énigme : comment organiser la société, comment les gouvernements devaient gouverner… Et les institutions semblaient si solides. Au fond, la diplomatie consistait à amener les autres pays à nous ressembler davantage. Et pourtant, vous savez, en quelques années, tout cela s' est vidé de sa substance. Quand on voit combien de personnes, aujourd'hui, approuvent la violence politique… Enfin, les droits politiques fondamentaux, qu'on croyait gravés dans le marbre, se sont peu à peu étiolés. Nous avons des diplomates qui ne croient pas à la diplomatie, des journalistes qui ne croient pas à la liberté d'expression. Et comme vous l'avez dit, les dirigeants sont devenus une plaisanterie sur la scène internationale. Comment en est-on arrivé là aussi vite ? Parce que j'ai trouvé cela vraiment frappant.

#David Betz

Eh bien, vous trouvez que ça a été rapide ? Moi, je ne trouve pas. Je crois qu'on a l'impression que les choses vont vite en ce moment parce qu'on est dans une phase d'accélération. Mais je ne qualifierais pas de rapide ce que vous venez de décrire. Ça me fait penser à ce vieux cliché sur la façon dont on fait faillite : d'abord très, très lentement, puis très, très vite. Vous avez commencé votre péroraison en mille neuf cent quatre-vingt-douze, avec la fin de la guerre froide et l'état d' esprit de l'époque. Et je pense que c'est sans doute un très bon point de départ. C'est assez convenu de ma part d'évoquer la thèse de la fin de l'histoire et ses failles, ainsi que cette époque marquée par la démesure, qui a débouché sur toute une série de politiques, économiques comme militaires, qui nous ont menés là où nous en sommes aujourd'hui. C'est peut-être tout simplement parce que c' est la fin de la semaine et que je suis d'humeur un peu méditative.

J'aurais presque envie de faire remonter cette histoire plus loin, et de dire que ce dont nous parlons, ce n'est pas seulement de l'effondrement de cette conviction arrogante de l'Occident qui, au lendemain de la guerre froide, croyait avoir définitivement triomphé de tous les autres récits. Cela va plus loin. Ce à quoi nous assistons, c'est, au fond, la fin du projet moderne, au sens de cette idée, née à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle, selon laquelle l'être humain pouvait créer une sorte d'utopie sur Terre grâce au rationalisme scientifique. Et, vous savez, pendant longtemps, nous y avons cru. Puis il y a eu la Première Guerre mondiale, puis la Seconde Guerre mondiale, puis la Shoah. Et, vous savez, notre conviction que c'était possible s'est peu à peu évanouie. Après avoir vaincu les anciennes croyances, nous n'avons toujours rien trouvé pour les remplacer.

Et donc, il n'y a pas seulement la génération actuelle de dirigeants, mais probablement plusieurs générations, maintenant, qui ne croient plus vraiment à grand-chose depuis assez longtemps. Et quand on n'a pas de convictions profondes, les stratégies qui consistent à gérer les problèmes pour les contenir paraissent sans doute tout à fait sensées. Et, vous savez, je pense qu'au fond, ce qu'on observe chez les élites en place, c'est simplement cette volonté de contenir le problème, une sorte de logique purement gestionnaire : contenir par la gestion, je dirais, ou gérer le déclin, comme d' autres l'ont décrit. Et je pense qu'au fond, on a une élite composée de gens qui n'ont jamais pensé autrement de toute leur vie. Ils ont grandi dans cet environnement. Ils ont été formés par des gens qui ne proposaient rien d'autre, et maintenant, ils occupent des postes de direction. Et, vous savez, le fait est que, pour les membres de cette élite, la période de déclin est en réalité plutôt confortable. Les coûts de ce déclin se font sentir.

#David Betz

Donc, pour eux, ce n'est pas si mal que ça, je pense. Pour tous les autres, c'est plutôt déprimant.

#Glenn

J’ai parfois l’impression qu’il faut renouer avec une partie de la sociologie du dix-neuvième siècle, qui ne porte pas seulement sur les institutions et les croyances, mais aussi, comme vous le dites, sur la crise de la modernité elle-même : cette standardisation de masse, cette rationalisation excessive, cet individualisme. Vous savez, si on revient à Max Weber, à Émile Durkheim et aux autres, leur préoccupation centrale, c’était : où est le sens ? Qu’est-ce qui nous transcende ? Là encore, c’est autant une crise du sens qu’une crise des institutions. À quel groupe les gens appartiennent-ils ? Où est la conscience collective ? Enfin, c’étaient des questions essentielles, dont on ne parle plus vraiment aujourd’hui.

#David Betz

Vous avez raison. Je me fais souvent la même réflexion. Je lis C. S. Lewis depuis toujours : ses romans fantastiques, bien sûr, que je lisais enfant, mais surtout ses travaux universitaires, que j’ai découverts plus tard. Dès le début des années mille neuf cent quarante, en pleine Seconde Guerre mondiale, dans The Abolition of Man et dans d’autres ouvrages, C. S. Lewis voyait où nous menaient ces processus de déracinement, de gestion rationnelle des populations. Et, vous savez, c’est triste, parce que… où sont passées les figures de cette trempe ? Que fait le monde universitaire aujourd’hui ? J’ai le sentiment qu’autrefois, il essayait au moins de se pencher sur ces questions. Mais aujourd’ hui, il ne semble plus le faire.

#Glenn

Eh bien, c’était pourtant un thème central : ce qui faisait la grande force de la civilisation occidentale, c’était, encore une fois, la rationalité et les avancées scientifiques et technologiques. Mais en même temps, des gens comme Max Weber ont toujours craint que tout cela se fasse au détriment de la culture et de la spiritualité. Et puis, encore une fois, la crise de la culture… Je veux dire, les gens emploient le mot « culture » un peu à toutes les sauces, mais, vous savez, la culture est censée être ce qui fait le lien au sein de la société actuelle. C’est ce qui nous relie à ceux qui nous ont précédés ou à ceux qui viendront après nous. Au fond, c’est ce qui mérite d’être transmis à la génération suivante.

Vous savez, ce qu’il voulait dire, c’est qu’une grande partie de ce qu’on définit comme la culture échappe souvent au domaine du rationnel. Autrement dit, ce n’est pas toujours très pragmatique. Et je ne sais pas, j’ai simplement l’impression qu’on pourrait reprendre certaines de ces idées pour expliquer ce qui s’est passé. Mais je voulais quand même vous poser une question : vous avez évoqué certaines causes, ce qui crée ce pourrissement au sein du système, qui peut déclencher une guerre civile ou y conduire. Mais ici, quel serait le véritable élément déclencheur ? Parce qu’on a bien toute cette polarisation politique. On a une crise de sens, un manque de légitimité politique, des manifestations de masse, des émeutes. Mais on n’a pas encore basculé dans la guerre civile. Historiquement, quelle est généralement l’étincelle, vous voyez ?

#David Betz

Il n'y a pas d'étincelle type. C'est bien ça, le problème. Il est impossible de prévoir l'élément déclencheur. Prenez le Printemps arabe, par exemple. Vous savez, je pense qu'avant le Printemps arabe, beaucoup de gens vous auraient dit que le monde arabe était en proie à une immense frustration. Il y avait une sorte d'énergie politique contenue, qui se manifestait par toutes sortes de pressions sociales, un décalage entre les attentes et la réalité, et ainsi de suite, dans plusieurs pays. On sentait donc qu'une période de changement très instable était tout à fait possible. Mais personne n'aurait pu dire que, concrètement, tout allait partir d'un vendeur de fruits algérien, tellement exaspéré par la bureaucratie et la police locales qu'il s'aspergerait de kérosène et s'immolerait par le feu sur le marché.

Donc, les éléments précis qui déclenchent ces événements sont, par nature, fondamentalement imprévisibles. On peut dire, je crois, que le vrai problème, ce n'est pas l'étincelle, mais la matière inflammable, n'est-ce pas ? Alors, on regarde autour de soi et on se demande : est-ce une société où s'accumule beaucoup d'énergie refoulée, nourrie par la frustration ? Le système est-il très instable ? Existe-t-il, dans cette société, toutes sortes de décalages entre les attentes et la réalité ? Est-ce une société qui fonctionne normalement sur le plan politique, ou a-t-elle déjà basculé dans les luttes de factions ? Et la réponse à ces questions, c'est que oui, elle est déjà divisée en factions. Elle est déjà dans une situation économique précaire. Il est tout à fait évident que la population censée constituer la majorité a le sentiment que son statut se dégrade.

Et si les indicateurs habituels de confiance sociale, de capital social ou de perception de la légitimité dans cette société montrent tous que, eh bien, vous savez, les gens pensent que les responsables politiques ne sont là que pour servir leurs propres intérêts, que peu importe pour qui on vote puisque voter ne sert à rien, alors on peut se dire qu'il y a là beaucoup de matière inflammable. Ajoutez à cela un événement. Je ne sais pas lequel. Peut-être que quelqu'un d'autre massacre à l' arme blanche des enfants dans un cours de danse de maternelle, ou fait exploser une bombe lors d' un concert, ou qu'il y a un nouvel attentat du type de celui du Bataclan. Peut-être de nouvelles révélations sur la crise des réseaux de viols en bande organisée, par exemple, ici ou au Royaume-Uni. Peut-être que quelqu'un se fait tuer en prison, vous voyez ?

En ce moment, notre gouvernement emprisonne des gens pour toutes sortes de raisons. Que se passe-t-il si l'une de ces personnes, dont une grande partie de la population estime qu'elle a été injustement emprisonnée, est ensuite assassinée en prison ? C'est probablement sur ce dernier point, qui est essentiel, que je conclurais. L'un des travers récurrents des gouvernements faibles, face au genre de situations que je viens de décrire, c'est leur tendance presque irrépressible à créer des martyrs. Ils réagissent de manière excessive. Alors, si je devais dire, vous savez, pour ce que ça vaut, ce qui, à mon avis, va mettre le feu aux poudres, je pense que ça va se produire dans un ou plusieurs États européens… En fait, un seul suffit, parce qu'une fois que ça démarre quelque part, tout est très interconnecté.

#Glenn

Il est très probable que ça se propage.

#David Betz

Et ce qui va se passer, c'est que l'État va réagir de manière excessive. Il va trop abuser de son pouvoir. Quelqu'un sera tué en prison ou en garde à vue, ou bien, d'une manière ou d'une autre, l' État montrera qu'il dépasse gravement les bornes à cet égard.

#David Betz

Donc, je pense que c'est une éventualité très probable. Même si, comme je l'ai dit, il y a une grosse réserve à émettre : il est vraiment impossible de prévoir ce qui pourrait servir de déclencheur. C'est tout simplement une très bonne idée de ne pas organiser sa société comme une bombe. Mais c'est ce qu'on a fait. Et donc, vous savez, il y aura bien une étincelle quelque part, à un moment ou à un autre, tôt ou tard.

#Glenn

Oui, le fait que tout ça se produise, vous savez, selon ce scénario de la grenouille qu'on fait bouillir à petit feu, c'est intéressant, parce que je suis allé récemment en Chine et j'ai été un peu déconcerté par tout cet optimisme. Et, vous savez, ils ont leurs propres problèmes, bien sûr. Ils ne sont pas parfaits. Mais il y a cet optimisme : les choses vont bien, ils sont positifs, ils se disent : « Ah, vous savez, l'avenir va être formidable. » Et ils ont cet optimisme : « Comment peut-on, vous savez, harmoniser les relations ? » Tout ça. Ce qui m'a presque le plus frappé, c'est le contraste avec l' endroit d'où je venais. Le contraste était tel que ça m'a presque donné une nouvelle perspective sur les choses. Vous savez, quand vous rentrez chez vous, vous retrouvez tout l'establishment politique et médiatique, tout le monde qui voit des ennemis à chaque coin de rue — des ennemis étrangers, mais aussi des ennemis de l'intérieur —, toute cette censure, cette méfiance, le langage qu'ils emploient.

C'est juste que… je ne sais pas. Ce que je veux dire, c'est que c'est un peu surprenant de voir à quel point les choses sont déjà allées loin. Mais un élément qui ressort, je dirais, comme une variable ou un indicateur intéressant à observer, c'est à quel point la violence politique se banalise — encore une fois, la violence contre les adversaires. Et aux États-Unis, on voit, je crois, beaucoup de cas où des démocrates comme des républicains s'imaginent recourir à la violence contre le camp d'en face. Et de fait, beaucoup de ces responsables politiques croient à leurs propres discours.

C'est-à-dire qu'ils disent, vous savez : « Les démocrates veulent détruire l'Amérique », ou encore : « Trump est le nouvel Hitler. » Vous savez, si vous le croyez vraiment, pourquoi ne pas recourir à la violence politique, si vous pensez que l'opposition politique, ou ceux qui ne sont pas d'accord avec

vous, veulent détruire votre pays, que ce sont des traîtres ? Pourquoi pas ? Je veux dire, ce n'est pas illogique. Je me demande simplement comment vous analysez cette tendance à recourir à la violence politique. Parce que j'imagine que c'en est une version très conservatrice, du moins.

#David Betz

Excusez-moi. D'accord. Eh bien, avant de répondre à votre question, je trouve intéressant de vous entendre parler de l'ambiance que vous avez ressentie en Chine, et de la comparer à celle de votre pays. Je crois avoir vécu une expérience similaire, pas en Chine, mais, aussi surprenant que cela puisse paraître, en Ouzbékistan. Enfin, l'Ouzbékistan, ce n'est pas le genre de pays qu'on imagine citer aux côtés de la Chine quand on parle des grandes puissances mondiales. Mais, curieusement, ce séjour était intéressant parce qu'on y sentait, en fait, davantage d'ambition. J'y ai discuté avec des jeunes qui m'ont tout simplement paru plus optimistes que beaucoup de ceux que je côtoie presque tous les jours à l'université.

Et ça, vous savez, c'était vraiment frappant. Il y a eu, je crois, quelques travaux de recherche là-dessus. Je me souviens d'un livre paru il y a déjà pas mal d'années. Je crois qu'il s'intitulait The Geopolitics of Emotion. Dominique Moïsi en était l'auteur, il me semble. Un livre très intéressant, un peu de la science politique de hall d'aéroport, pour être honnête, mais il avait eu pas mal de succès, et je l'ai sans doute moi-même lu dans un avion. Mais dans ce livre, il expliquait que l'émotion dominante en Asie, chez les puissances montantes, était au fond une sorte d'ambition positive. L' Occident, disait-il, était dominé par un sentiment de peur, essentiellement la peur de perdre son statut, tandis que le Moyen-Orient était dominé par une sorte de ressentiment nourri de frustration, une ambition contrariée.

#Glenn

Et je pense, en fait, que c'est toujours…

#David Betz

Je pense que ça reste vrai, en fait, en ce qui me concerne. Mais là, je ne sais plus quelle était votre question.

#Glenn

La banalisation de la violence politique.

#David Betz

Pardon, oui, la banalisation de la violence politique. Oui. Eh bien, c'est un calcul tout à fait évident. Je veux dire, le fait est que, vous savez, quand on regarde la façon dont les gouvernements

occidentaux ont réagi au terrorisme islamiste ces quarante dernières années, la leçon est assez évidente : ils sont à l'écoute de la violence. La violence, vous savez, c'est très efficace pour amener les gouvernements à vous écouter et à faire ce que vous voulez. Comme dans le cas de Salman Rushdie, n'est-ce pas ? C'est pour ça que je remonte quarante ans en arrière.

Si je me souviens bien, The Satanic Verses a été publié à la fin des années mille neuf cent quatre-vingt. Ça doit être ça, non ? Donc, ça fait presque quarante ans depuis l'affaire Rushdie. Et la leçon à en tirer, c'est que, vous savez, si vous voulez instaurer un climat dans lequel les gens ont peur d' exercer leur droit à la liberté d'expression, d'écrire, de faire des blagues, de créer des œuvres d'art, de faire toutes ces choses que, dans le monde occidental, nous estimons qu'on devrait avoir le droit de faire en toute liberté… si vous voulez restreindre tout ça, eh bien, vous savez, la violence, ça marche.

Je pense que, dans les faits, c'est parfaitement évident. Quant à la banalisation de tout ça, elle me semble, elle aussi, tout à fait manifeste. J'essaie de retrouver le nom de cette Américaine, une célébrité un peu de seconde zone… Kathy Griffin. C'est ça. J'ai fini par retrouver. Ça remonte à quelques années déjà, mais elle avait apporté dans un studio de télévision une reproduction de la tête coupée de Donald Trump. En gros, elle exhibait la tête coupée du président des États-Unis. Ça, c'est de la banalisation de la violence politique. Bien sûr, ça a fait polémique.

Mais la plupart des gens d'un côté disaient : « Eh bien, vous savez, évidemment, il n'a eu que ce qu' il méritait. » Et de l'autre côté, vous savez, les gens étaient profondément bouleversés. Et on voit ainsi les actes de ce genre se succéder. La réaction des gens au meurtre de Charlie Kirk est un autre exemple, je veux dire, de cette réaction très répandue à gauche, qui consiste à dire : « Non seulement il l'a mérité, mais en plus, on s'en réjouit. On va en faire des blagues. On va organiser une fête pour l'anniversaire de l'assassinat de Charlie Kirk. » Ce sont des choses qui se produisent dans une société qui n'est pas seulement divisée en factions, mais polarisée, où les gens considèrent leurs ennemis idéologiques dans une logique de jeu à somme nulle.

Ils sont déjà enfermés, sur le plan intérieur, dans une sorte de dilemme sécuritaire à somme nulle. Et ce genre de comportement a été, je crois, plus manifeste, disons, aux États-Unis. Les deux exemples que je viens de donner étaient américains, mais ce n'est pas rare ici en Europe non plus. Pratiquement chaque semaine, il y a un nouvel incident : des tentatives de faire annuler un événement, ou des militants antifas de type black bloc qui passent à tabac des gens venus assister à des conférences données par des intervenants prétendument d'extrême droite, qu'il faudrait empêcher de s'exprimer, et dont il faudrait tabasser le public, lui faire honte, le faire licencier, ou tout cela à la fois. Donc, vous voyez, je pense que la banalisation de la violence est assez évidente.

Et le fait est que c'est arrivé parce que les gouvernements ont encouragé ce genre de comportements en cédant à de telles tactiques par le passé. Les gens ont donc appris que c'est ça qui compte. Ils pensent que voter ne sert à rien, mais ils ont bien compris que descendre dans la rue, tout casser, frapper les gens et les terroriser, ça produit des résultats. Alors, vous savez, les

gens en tirent les leçons. Les émeutes anti-migrants en Irlande du Nord cet été, par exemple, en sont aussi révélatrices. Je veux dire, si vous cherchez des exemples de ce qui marche, il y a là une leçon qui donne à réfléchir. Mais ce qui est sûr, c'est que manifester n'a pas servi à grand-chose. Sinon, le village de Pittington ne serait pas en train de voir arriver mille cinq cents migrants à sa porte.

#Glenn

Eh bien, je continue d'espérer que vos prédictions ne se réaliseront pas, mais on semble s'engager sur une voie inquiétante. Je ne peux donc que partager votre analyse. En tout cas, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. Je vous en prie. Merci de m'avoir reçu.

#David Betz

Et j'espère aussi que tout se passera bien.